



Extrait des CEMEA

<http://www.cemea.be/Articles>

Articles

- Nos publications -

Date de mise en ligne : mardi 31 juillet 2018

Date de parution : 15 octobre 2019

CEMEA

Les CEMEA à l'heure de la laïcité et de la neutralité

www.cemea.be

**LES CEMEA À L'HEURE DE LA
LAÏCITÉ ET DE LA NEUTRALITÉ**



Qu'est-ce que la laïcité et la neutralité pour les CEMEA ? Comment nous situons nous ? La réflexion n'est pas nouvelle. Pourtant il nous semble nécessaire, dans le contexte sociopolitique actuel, qu'un mouvement tel que le nôtre soit capable d'affirmer ou de réaffirmer les valeurs qui sous-tendent son action afin d'être identifiées et identifiables comme base de dialogue et de rencontre. Alors que la France fête cette année le centième anniversaire de sa loi sur la laïcité de l'Etat, dans notre pays, les réflexions et débats sur l'enseignement en particulier et l'éducation en général sont sans cesse traversés par les questions de laïcité et de neutralité. Laïcité et neutralité auxquelles nous participons depuis la création du mouvement tant en France qu'en Belgique...

www.cemea.be

**LES CEMEA À L'HEURE DE LA
LAÏCITÉ ET DE LA NEUTRALITÉ**

CEMEA-EP
asbl n° 407.751.475
Av. de la Porte de Hal, 39 bis 3
1060 Bruxelles
Tél. 02/543.05.90 - Fax 02/543.05.99
education-permanente@cemea.be

Editeur responsable: Rudy Oba, 48, rue Van Oost, 1080 Bruxelles

→ *Centres
d'Entraînement
aux Méthodes
d'Éducation active*

CEMEA-EP
asbl n° 407.751.475
Av. de la Porte de Hal, 39 bis 3
1060 Bruxelles



Brochure laïcité

La Ficemea est signataire d'une lettre à destination de Jim Kim, président de la Banque Mondiale

Monsieur le Président Kim,

Si nous vous adressons ces mots aujourd'hui, c'est pour vous faire part de notre profonde inquiétude à l'égard du discours que vous avez prononcé le 7 avril 2015, intitulé « Mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 : l'offensive finale », dans lequel vous avez fait l'apologie de Bridge International Academies (BIA), cette chaîne d'écoles primaires privées, à but lucratif et demandant des frais de scolarité, au Kenya et en Ouganda....

"JUST \$6 USD A MONTH"?

This is what it would cost half of the population to send 3 children to the World Bank supported for-profit fee-charging private school chain Bridge International Academies in Kenya and Uganda

UP TO
68%

of monthly income if counting tuition fees and other costs in



KENYA

or at least 24% using the World Bank figure of \$6 a month

UP TO
75%

of monthly income if counting tuition fees and other costs in



UGANDA

or at least 26% using the World Bank figure of \$6 a month

Alleviating poverty or deepening inequality?

Find out more on [#EducationBeforeProfit](http://bit.ly/WBprivatisation) <http://bit.ly/WBprivatisation>

Le 13 mai 2015,

Dr Jim Yong Kim
Président du Groupe de la Banque mondiale
1818 H Street, NW
Washington, DC

Object : lettre ouverte commune en réaction à votre discours dans lequel - vous soutenez Bridge International Academies

Monsieur le Président Kim,

Si nous vous adressons ces mots aujourd'hui, c'est pour vous faire part de notre profonde inquiétude à l'égard du discours que vous avez prononcé le 7 avril 2015, intitulé « Mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 : l'offensive finale », dans lequel vous avez fait l'apologie de Bridge International Academies (BIA), cette chaîne d'écoles primaires privées, à but lucratif et demandant des frais de scolarité, au Kenya et en Ouganda. Dans le contexte d'un discours

sur l'éradication de la pauvreté, vos remarques laissent entendre que la Banque mondiale considère que ce modèle doit être promu et élargi par le biais des politiques publiques, et qu'il est acceptable et souhaitable que des citoyen(ne)s et des communautés pauvres paient pour bénéficier d'une éducation de base. Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale s'est battue pour abolir les frais de scolarité en raison de leurs retombées négatives sur les populations pauvres, et de leur rôle manifeste dans le creusement des inégalités. Nous sommes profondément troublés de constater que ce modèle de scolarisation payante soit à présent mis en avant comme un moyen de mettre fin à la pauvreté.

Dans votre discours, vous avez prétendu que, grâce à ces écoles, « [a]près deux années environ, les résultats moyens de [leurs] élèves en lecture et en calcul ont largement dépassé ceux de leurs camarades des écoles publiques ». Vous avez en outre déclaré que ces résultats avaient pu être atteints pour un coût d'« à peine » 6 dollars par mois. Vous sous-entendez par-là que 6 dollars représentent une somme modeste valant la peine d'être payée pour être scolarisé. Cependant, cela témoigne également d'un manque de connaissance de la situation que vivent les populations les plus pauvres de nos pays.

En réalité, selon le niveau scolaire, les frais de scolarité demandés par BIA varient entre 6,5 et 9 dollars. Outre ces frais, les familles doivent également s'acquitter de coûts supplémentaires considérables, notamment pour les uniformes (environ 18,5 \$ par an), les frais d'examens (de 2 à 3 \$ par trimestre) les livres ou autres transferts d'argent. Selon les estimations, le montant réel que BIA recevrait chaque mois par enfant oscillerait entre 9 et 13 dollars par mois - hors repas, ce que BIA peut pourvoir pour un montant de 7 \$ supplémentaires par mois. Ces coûts sont ou bien rédhitoires ou requièrent des sacrifices considérables pour bon nombre de Kényans et d'Ougandais.

Pour la moitié la plus pauvre des ménages kényans, qui gagnent 7 000 KES (75 \$) par mois, voire moins, envoyer trois enfants à Bridge Academies représenterait pas moins de 24 % de leur revenu mensuel, en prenant un coût mensuel de 6\$. Si l'on tient compte d'un coût plus réaliste de 17 \$ par mois, pour inclure les repas à l'école, cette part s'élèverait alors à pas moins de 68 % de leur revenu mensuel. Pour les 47 % de la population kényane vivant en dessous du seuil de pauvreté - soit près de la moitié des habitant(e)s du pays -, toute dépense consacrée à l'éducation, ne fut-ce que 6 \$, implique le sacrifice d'un autre droit fondamental à leur survie, tel que les soins de santé, l'alimentation ou encore l'eau. Dans la mesure où près d'un enfant kényan sur six en âge d'aller à l'école primaire n'est pas scolarisé, la plupart du temps pour des raisons financières, un modèle promouvant une éducation payante continuera de laisser ces enfants de côté.

En Ouganda, la situation n'est guère différente. Si la moitié des ménages ougandais gagnent 200 000 USH (environ 68 \$) par mois, voire moins, 21 % des ménages ont quant à eux des revenus mensuels inférieurs à 100 000 USH (34 \$). Ainsi, ce cinquième de la population ne peut même pas se permettre d'acheter suffisamment de nourriture. Envoyer 3 enfants à BIA équivaldrait pour ces familles à consacrer 52 % de leur salaire mensuel à leur éducation, en prenant un coût mensuel de 6 \$, et plus probablement jusqu'à 75% de leur revenu, en se fondant sur le chiffre plus réaliste de 17 \$ par mois. Une telle dépense est inconcevable pour ce segment de la population. Demander des frais exclurait également les 9 % d'enfants ougandais qui ne sont actuellement pas scolarisés, et entraînerait indubitablement une hausse du taux de décrochage scolaire, comme l'indiquent les études qui démontrent que les frais de scolarité représentent l'obstacle à l'éducation le plus fréquemment cité par les parents dont les enfants ont abandonné l'école, ou n'ont jamais été scolarisés.

Dans votre discours, vous avez également affirmé que les élèves de Bridge Academies obtenaient de meilleurs résultats que ceux des écoles publiques. Or, nous n'avons à ce jour eu connaissance d'aucune étude académique indépendante sur Bridge Academies et il apparaît que les données que vous avez citées proviennent d'une étude menée par BIA elle-même. D'autres informations relatives aux établissements BIA remettent en question ces allégations de qualité supérieure. A titre d'exemple, les enseignant(e)s ne disposent que de 5 semaines de formation et doivent s'appuyer sur des cours scénarisés et standardisés. Si la technologie est certes un outil prometteur permettant d'améliorer l'apprentissage, elle ne peut en aucun cas se substituer à un(e) enseignant(e) qualifié(e).

Si la Banque mondiale souhaite véritablement améliorer l'éducation au Kenya et en Ouganda, elle doit soutenir nos gouvernements et les aider à développer et à améliorer nos systèmes d'éducation publique, à offrir une éducation de qualité pour tous et gratuite, et à renverser les autres obstacles financiers qui se dressent en travers de l'éducation. Cependant, que ce soit dans les systèmes d'éducation de base kényans ou ougandais, la Banque mondiale ne recense aucun investissement en cours de la part de l'Association internationale de développement (IDA), et aucun engagement de ce type n'est prévu à ce jour. L'an dernier, en revanche, la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale dédiée aux prêts au secteur privé, a investi 10 millions de dollars dans Bridge International Academies afin de soutenir son expansion. Il est alarmant de constater que le Groupe de la Banque mondiale soutienne une éducation payante, à but lucratif et privée, au lieu d'une éducation de base publique et gratuite, au Kenya et en Ouganda. Au vu du pouvoir entre les mains de la Banque mondiale pour influencer le développement, cette situation est de mauvais augure pour l'avenir.

L'enseignement public primaire est, en droit, gratuit en Ouganda et au Kenya. Le droit international des droits de l'Homme requière également que ces pays fournissent une éducation de qualité gratuite. La Banque Mondiale devrait travailler à soutenir les pays tels que l'Ouganda et le Kenya afin qu'ils puissent s'assurer que les normes telles que définies par le droit existant soient mises en oeuvre, et soutenir le système éducatif public.

Vous trouverez ci-joint un document revenant plus en détail sur nos préoccupations. A peine un mois avant votre discours, les membres de la société civile de plusieurs pays, dont l'Ouganda, ont rencontré des hauts représentants de l'éducation de la Banque mondiale, en vue de discuter spécifiquement de l'essor des écoles primaires privées et payantes, du soutien de la Banque mondiale à leur égard, et notamment du financement de BIA. Ces représentant(e)s de la société civile ne constituaient pas quelques voix éparses, mais bien une part du mouvement mondial en faveur du droit à l'éducation, unis de manière ferme et déterminée autour de ces questions. C'est notamment pour cette raison que nous sommes particulièrement déçus d'entendre vos récents propos. Cependant, nous comprenons que vous êtes tenu de nouer un dialogue avec la société civile, et nous espérons que vous prendrez nos remarques en considération et agirez en conséquence.

Nous appelons notamment la Banque Mondiale à :

- ▶ cesser de promouvoir le modèle de Bridge International Academies et autres écoles privées payantes, et à réengager publiquement la Banque mondiale en faveur d'une éducation de base universelle, gratuite et obligatoire ;
- ▶ cesser tout investissement dans Bridge International Academies et autres prestataires d'éducation de base privés et demandant des frais de scolarité ;
- ▶ prévoir de nouveaux investissements de la Banque Mondiale dans les systèmes d'éducation de base au Kenya et en Ouganda ;
- ▶ éviter de tenir compte de preuves émanant de fournisseurs d'éducation privés, et appuyer plutôt ses politiques sur des études indépendantes et rigoureuses, évaluant l'impact des modèles d'éducation sur le droit à l'éducation dans son ensemble, et notamment sur la discrimination et la ségrégation ;
- ▶ écouter les préoccupations de la société civile et agir en conséquence, en tenant sérieusement compte de leurs points de vue à l'heure d'évaluer et d'envisager des modèles prônés par Bridge International Academies et autres fournisseurs d'éducation de base privés et demandant des frais de scolarité.

DOES THE WORLD BANK REALLY SUPPORT EDUCATION FOR POOR PEOPLE?

**\$10
MILLION**



\$ 0

WORLD BANK INVESTMENT IN PROFIT-MAKING, FEE-CHARGING, MULTINATIONAL PRIVATE SCHOOL COMPANY BRIDGE INTERNATIONAL ACADEMIES IN KENYA AND UGANDA



WORLD BANK INVESTMENTS IN KENYA AND UGANDA'S PUBLIC BASIC EDUCATION SYSTEM



Find out more on **#EducationBeforeProfit** <http://bit.ly/WBprivatisation>